


Informations de base	
<p>2003/0304(COD)</p> <p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Décision</p>	Procédure terminée
<p>Élargissement 2004: adaptation des montants de référence de certains programmes</p> <p>Modification Décision 96/411/EC 1995/0250(CNS) Modification Décision No 276/1999/EC 1997/0337(COD) Modification Décision No 1719/1999/EC 1997/0340(COD) Modification Décision No 2850/2000/EC 1998/0350(COD) Modification Décision No 507/2001/EC 2000/0201(COD) Modification Décision No 2367/2002/EC 2001/0281(COD) Modification Décision No 2235/2002/EC 2002/0015(COD) Modification Décision No 253/2003/EC 2002/0029(COD) Modification Décision No 1230/2003/EC 2002/0082(COD) Modification Décision No 2256/2003/EC 2002/0187(COD)</p> <p>Subject</p> <p>8.20.40 Volet financier de l'élargissement</p>	

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	BUDG Budgets		BÖGE Reimer (PPE-DE)	21/01/2004
			COLOM I NAVAL Joan (PSE)	21/01/2004
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	LIBE Libertés et droits des citoyens, justice, affaires intérieures		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	ECON Economique et monétaire		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	JURI Juridique et marché intérieur		WUERMELING Joachim (PPE-DE)	22/01/2004
	ITRE Industrie, commerce extérieur, recherche, énergie		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	ENVI Environnement, santé publique, politique des consommateurs		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	

Conseil de l'Union européenne	
Commission européenne	DG de la Commission
	Budget
	Commissaire



Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
10/12/2003	Publication de la proposition législative	COM(2003)0777 	Résumé
15/01/2004	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
17/02/2004	Vote en commission, 1ère lecture		Résumé
17/02/2004	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A5-0067/2004	
09/03/2004	Décision du Parlement, 1ère lecture	T5-0132/2004	Résumé
05/04/2004	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
21/04/2004	Signature de l'acte final		
21/04/2004	Fin de la procédure au Parlement		
30/04/2004	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2003/0304(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Décision
Modifications et abrogations	Modification Décision 96/411/EC 1995/0250(CNS) Modification Décision No 276/1999/EC 1997/0337(COD) Modification Décision No 1719/1999/EC 1997/0340(COD) Modification Décision No 2850/2000/EC 1998/0350(COD) Modification Décision No 507/2001/EC 2000/0201(COD) Modification Décision No 2367/2002/EC 2001/0281(COD) Modification Décision No 2235/2002/EC 2002/0015(COD) Modification Décision No 253/2003/EC 2002/0029(COD) Modification Décision No 1230/2003/EC 2002/0082(COD) Modification Décision No 2256/2003/EC 2002/0187(COD)
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 095 Traité CE (après Amsterdam) EC 153-p2 Traité CE (après Amsterdam) EC 156
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation			
Parlement Européen			

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A5-0067/2004	17/02/2004	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T5-0132/2004 JO C 102 28.04.2004, p. 0028-0122 E	09/03/2004	Résumé

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2003)0777 	10/12/2003	Résumé
Document annexé à la procédure	SEC(2003)1432 	10/12/2003	Résumé

Informations complémentaires

Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final

Décision 2004/0787 JO L 138 30.04.2004, p. 0012-0016	Résumé
---	------------------------

Élargissement 2004: adaptation des montants de référence de certains programmes

2003/0304(COD) - 21/04/2004 - Acte final

OBJECTIF : adapter les montants de référence des programmes de dépenses adoptés selon a procédure de codécision, pour tenir compte de l'élargissement. ACTE LÉGISLATIF : Décision 787/2004/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision 96/411/CE du Conseil et les décisions 276/1999/CE, 1719/1999/CE, 2850/2000/CE, 507/2001/CE, 2235/2002/CE, 2367/2002/CE, 253/2003/CE, 1230/2003/CE et 2256/2003/CE, en vue d'adapter les montants de référence pour tenir compte de l'élargissement de l'Union européenne. CONTENU : pour tous les programmes relevant de la codécision financés au titre de la rubrique 3 des perspectives financières (politiques internes), la présente décision vise à adapter les montants de référence financière figurant dans chacun des actes législatifs concernés. Les montants visés sont compatibles avec le plafond de la rubrique 3 des perspectives financières, telles qu'adaptées et révisées pour tenir compte de l'élargissement, et sont conformes à l'accord intervenu en conciliation le 24 novembre 2003 (se reporter au résumé précédent daté du 10/12/2003).

Élargissement 2004: adaptation des montants de référence de certains programmes

2003/0304(COD) - 10/12/2003 - Document de base législatif

OBJECTIF : adapter les montants de référence - au sens de l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 - des programmes de dépenses adoptés selon la procédure de codécision, pour tenir compte de l'élargissement. CONTENU : lors de l'adaptation des perspectives financières pour la période 2000-2006 destinée à tenir compte de l'élargissement, le Parlement européen et le Conseil sont convenus de réexaminer (avant la fin de la procédure budgétaire pour 2004), conformément à la procédure de codécision, les montants de référence des programmes relevant de la codécision dans les limites du plafond résultant de l'adaptation et de la révision des perspectives financières. Pour tous les programmes relevant de la codécision financés

au titre de la rubrique 3 des perspectives financières (politiques internes), il est donc proposé d'adapter les montants de référence financière figurant dans chacun des actes législatifs concernés. La réunion de conciliation du 24 novembre 2003 s'est conclue sur un accord relatif aux montants de référence adaptés ci-après (montants en millions d'euros) : - 6ème programme-cadre pour la recherche et le développement technologique (2002-2006) : montant EUR 15: 17.500,000; montants EUR 25: 19.235,000; - Réseaux pour l'échange de données entre administrations (IDA) (2002-2004) : montant EUR 15: 74,000 ; montants EUR 25: 75,000; - Marché du travail (2002-2006) : montant EUR 15: 55,000 ; montants EUR 25: 62,300; - Mesures visant à combattre et à prévenir l'exclusion (2002-2006) : montant EUR 15: 75,000 ; montants EUR 25: 85,040; - Restructuration des systèmes d'enquêtes agricole : montant EUR 15: 12,850 ; montants EUR 25: 26,400; - Tapas (2003-2007) : montant EUR 15: 5,000 ; montants EUR 25: 11,650; - LUCAS/MARS (2004-2007) : montant EUR 15: 7,850 ; montants EUR 25: 14,750; - Programme Marco Polo (2003-2006) : montant EUR 15: 75,000 ; montants EUR 25: 100,000; - Soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de transport et aux infrastructures énergétiques (2000-2006): montant EUR 15: 4.325,000 ; montants EUR 25: 4.580,000; - Programme "Énergie intelligente pour l'Europe" (2003-2006): montant EUR 15: 200,000 ; montants EUR 25: 250,000; - Protection des forêts (2003-2006) : montant EUR 15: 61,000 ; montants EUR 25: 65,000; - Programme d'action communautaire pour la promotion des ONG ayant pour but principal la défense de l'environnement (2002-2006) : montant EUR 15: 32,000 ; montants EUR 25: 34,300; - LIFE III instrument financier pour l'environnement (2000 à 2004) : montant EUR 15: 640,000 ; montants EUR 25: 649,900; - Cadre communautaire de coopération favorisant le développement durable en milieu urbain (2001-2004) : montant EUR 15: 14,000 ; montants EUR 25: 14,800; - Coopération communautaire dans le domaine de la pollution marine (2000-2006) : montant EUR 15: 7,000 ; montants EUR 25: 12,600; - Action sur le contenu illicite et préjudiciable sur l'Internet (2003-2004) : montant EUR 15: 13,300 ; montants EUR 25: 14,100; - Réseaux transeuropéens de télécommunications (2000-2006): montant EUR 15: 275,000 ; montants EUR 25: 294,880; - Douanes 2007 (2003-2007): montant EUR 15: 133,000 ; montants EUR 25: 165,550; - Fiscalis 2007 (2003-2007) : montant EUR 15: 44,000 ; montants EUR 25: 67,250; - Socrates (2000-2006) : montant EUR 15: 1.850,000 ; montants EUR 25: 2.060,000; - Programme-cadre en faveur de la culture (2000-2004) : montant EUR 15: 167,000 ; montants EUR 25: 170,700; - Media "Formation" (2001-2005) : montant EUR 15: 50,000 ; montants EUR 25: 52,000; - Année européenne de l'éducation par le sport (2003-2004): montant EUR 15: 11,500 ; montants EUR 25: 12,100; - Jeunesse (2000-2006) : montant EUR 15: 520,000 ; montants EUR 25: 605,000; - Activités communautaires en faveur des consommateurs (2004-2007) : montant EUR 15: 72,000 ; montants EUR 25: 81,800; - Santé publique (2003-2008): montant EUR 15: 312,000 ; montants EUR 25: 353,770; - Politique d'informations statistiques (2003-2007): montant EUR 15: 192,500 ; montants EUR 25: 220,600; - Réseaux pour les statistiques intracommunautaires (Edicom) (2001-2005) : montant EUR 15: 51,200 ; montants EUR 25: 53,600; - Modinis (2003-2005) : montant EUR 15: 21,000 ; montants EUR 25: 22,440; TOTAL : Montant de référence EUR 15: 26.783,350. Montants retenus EUR 25: 29.364,630.

Élargissement 2004: adaptation des montants de référence de certains programmes

2003/0304(COD) - 10/12/2003

Dans un document de travail des services de la Commission, celle-ci énumère et précise, point par point, les modifications apportées aux montants de référence des programmes pluriannuels pour tenir compte de l'élargissement.

Élargissement 2004: adaptation des montants de référence de certains programmes

2003/0304(COD) - 09/03/2004 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

En adoptant les rapports de MM Reimer BÖGE (PPE-DE, D) et Joan COLOM I NAVAL (PSE, E), le Parlement européen accueille favorablement les propositions de la Commission en ce qui concerne l'accord sur les chiffres indicatifs obtenu en conciliation le 24 novembre 2003. Il estime que les montants visés dans les propositions législatives sont compatibles avec le plafond de la rubrique 3 des perspectives financières, telles qu'adaptées et révisées pour tenir compte de l'élargissement. Le Parlement invite l'autorité budgétaire à s'investir davantage dans la définition de l'incidence financière des programmes législatifs, conformément à l'Accord interinstitutionnel pour ce qui est des fiches financières.